

Après la crise, la pénurie de main d'oeuvre pourrait faire augmenter les salaires

Le président du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, entrevoit "forcément" des augmentations de salaires en début d'année prochaine, étant donné les difficultés du recrutement, a-t-il expliqué sur Franceinfo.

Plus que la pandémie, les difficultés de recrutement inquiètent les patrons, réunis mercredi par le Medef pour sa Rencontre des entrepreneurs de France (REF), une tension qui pose la question des hausses de salaires. « *Je suis très frappé : tous les patrons que j'ai vus cet été, et même avant, leur sujet numéro un, ça n'est plus la pandémie, c'est le recrutement* », a rapporté le président de la première organisation patronale française. « *Vu les difficultés de recrutement* », particulièrement fortes dans les services, dont la restauration et l'hôtellerie, et le bâtiment, « *il y aura forcément des augmentations (de salaires) assez significatives l'année prochaine* », a estimé Geoffroy Roux de Bézieux sur FranceInfo, alors que les négociations salariales se déroulent en général en début d'année.

Certes, les indicateurs économiques reviennent au vert : l'activité en France a rebondi pour frôler son niveau d'avant-crise, après une chute historique en 2020. Mais les difficultés de recrutement, ainsi que les problèmes d'approvisionnement particulièrement dans l'industrie et l'automobile,

constituent des freins à la croissance. Même si pour certains secteurs la pandémie reste au coeur des préoccupations, ces tensions sur le marché du travail renvoient les patrons à la situation de février 2020, rappelait Geoffroy Roux de Bézieux il y a quelques jours à l'AFP.

Un débat de rentrée

Le président du Medef était interrogé sur une déclaration du ministre de l'Économie Bruno Le Maire lundi sur France 2, qui avait invité à « *se reposer la question de la meilleure rémunération* » afin que la croissance « *profite à tout le monde, sans exception, même les plus faibles, même les moins qualifiés, tous ceux qui ont été aux avant-postes de la crise* ». « *Ça peut passer par les salaires, par les primes, par l'intéressement, la participation, l'actionnariat salarié que nous avons défendu massivement depuis le début de ce quinquennat* », avait avancé le ministre.

Au vu des difficultés de recrutement, particulièrement fortes dans les services, dont la restauration, l'hôtellerie et le bâtiment, Geoffroy Roux de Bézieux estime pour sa part « *qu'il y aura forcément des augmentations (de salaires) assez significatives l'année prochaine* », alors que les négociations salariales se déroulent en général en début d'année. Du côté du syndicat Force Ouvrière, le secrétaire général Yves Veyrier s'est félicité de voir le sujet s'imposer. « *La question des salaires va être une question que l'on va mettre au centre de cette rentrée* », a-t-il prévenu, interrogé sur RMC. Il a noté « *un changement de discours* », qui « *va dans le bon sens* », alors « *qu'on nous disait tout le temps le salaire est l'ennemi de l'emploi* ».

« Derrière, ce sont les prix qui vont augmenter »

Pour lui « *deux moyens d'agir* » : le Smic d'une part, qui « *a le mérite d'augmenter immédiatement les bas salaires et de donner une dynamique aux négociations de salaires dans les branches* », et « *l'indice de la rémunération de base des fonctionnaires, gelé depuis plus de dix ans* », d'autre part. De son côté, Geoffroy Roux de Bézieux note que le pouvoir d'achat des Français a augmenté, et avertit qu'avec une hausse des salaires « *derrière, ce sont les prix qui vont augmenter* ». En écho, le numéro 2 du Medef Patrick Martin, invité sur RFI mercredi matin, notait que « *les salaires les plus faibles sont dans des secteurs qui dégagent des marges qui sont elles-mêmes très faibles, dans certains métiers de services en particulier* ».

« *Les consommateurs ne sont pas prêts à payer plus cher* » et « *la marge de manoeuvre des entreprises concernées est extrêmement réduite* », a-t-il

observé. « *Pour autant on est bien conscient qu'il y a des problèmes de rémunération qui se traduisent d'ailleurs par des difficultés de recrutement dans un certain nombre de cas* », a-t-il poursuivi, même si selon lui ce n'est pas la seule explication aux difficultés d'embaucher.

À lire aussi

La crise a freiné la guerre des talents et l'inflation des salaires dans la Tech

Une hausse des salaires nets « *doit passer par des réductions de charges sans pour autant creuser les déficits des régimes sociaux* », a argumenté Patrick Martin. Dans cet objectif, le Medef soutient la *réforme de l'assurance-chômage*, dont il demande l'application prévue le 1er octobre. Selon le numéro 2 du Medef, celle-ci « *devrait faire revenir vers l'emploi un certain nombre de salariés et à partir de là réduire le déficit de l'assurance-chômage* ».

Maddyness avec AFP

Article écrit par MADDYNESS AVEC AFP